◎情報の保護に関する日本国政府とフランス共和国政府との間の協定

(略称) フランスとの情報保護協定

平成二十三年 十月二十四日 東京で署名

平成二十三年 十月二十四日 効力発生

平成二十三年十一月 八日 告示

(外務省告示第三六四号)

目次

ページ

前文	一五五
第一条 定義	一五五
第二条 秘密情報の保護	一五六
第三条 国家秘密保持当局	一五六
第四条 国内法令の変更	一五六
第五条 秘密情報の秘密指定及び表示	一五七
第六条 補足実施取極	一五七
第七条 秘密情報を保護するための原則	一五八
第八条 秘密情報への職員のアクセス	一五九
第九条 訪問手続	一六〇
第十条 送付	一六〇
第十一条 秘密情報の保管	一六〇

第十二条	送付される間の秘密情報の秘密保持の義務	一六〇
第十三条	破壊・複製・翻訳	一六二
第十四条	契約者への秘密情報の提供	一六三
第十五条	紛失又は漏せつ	一六四
第十六条	協議	一六四
第十七条	効力発生、改正、有効期間及び終了	一六四
末文		一六五

前文

情報の保護に関する日本国政府とフランス共和国政府との間の協定

日本国政府及びフランス共和国政府（以下「両締約国政府」といい、個別に「締約国政府」といふ。）は、

両締約国政府の間で交換される秘密の情報の相互保護を確保することを希望し、

次のとおり協定した。

第一条

この協定の適用上、

(a) 「秘密情報」とは、日本国政府若しくはフランス共和国政府の権限のある当局により作成され、それらの使用のために作成され、又はそれらにより保持されている情報であつて、当該情報の起源となる締約国政府の国家安全保障のために保護を必要とし、かつ、秘密指定が付されるものをいふ。秘密情報は、口頭、映像、電子、磁気若しくは文書の形態又は装備若しくはは技術の形態をいふことがあつて、

(b) 「権限のある当局」とは、秘密情報の保護について責任を有する当局として、締約国政府によつて指定される当該締約国政府の政府機関をいふ。一方の締約国政府は、他方の締約国政府に対し、外交上の経路を通じて、その権限のある当局を通報する。

(c) 「国内法令」とは、次のものをいふ。

(i) 日本国に関しては、自衛隊法（昭和二十九年法律第百六十五号）、国家公務員法（昭和二十二年法律第百二十号）その他の施行されている関係法令

(ii) フランス共和国に関しては、刑法、国防法その他の施行されている関係法令

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU JAPON ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE SUR
LA SECURITE DES INFORMATIONS

Le Gouvernement du Japon et le Gouvernement de la République Française (ci-après dénommés «les Parties» ou séparément «la Partie»),

Désireux de garantir la protection réciproque des informations classifiées échangées entre les Parties,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1^{er}

Aux fins du présent Accord,

(a) L'expression «informations classifiées» désigne toutes les informations produites par les Autorités compétentes du Gouvernement du Japon ou du Gouvernement de la République Française, pour leur usage, ou détenues par elles, nécessitant une protection dans l'intérêt de la sécurité nationale de la Partie d'origine et auxquelles a été attribué un marquage de classification de sécurité. Cette information peut prendre une forme orale, visuelle, électronique, magnétique ou écrite, ou prendre la forme d'équipement ou de technologie;

(b) L'expression «autorités compétentes» désigne les entités gouvernementales d'une Partie désignées par ladite Partie comme autorités responsables de la protection des informations classifiées. Chaque Partie informe l'autre Partie de ses autorités compétentes par la voie diplomatique;

(c) L'expression «lois et règlements nationaux» désigne,

(i) pour le Japon, la Loi relative aux Forces d'Auto-Défense (loi n°165, 1954), la Loi relative à la fonction publique (loi n°120, 1947) et d'autres lois et règlements applicables en vigueur, et

(ii) pour la France, le Code pénal, le Code de la défense et d'autres lois et règlements applicables en vigueur;

定義

フランスとの情報保護協定

(d) 「秘密情報取扱資格」とは、各締約国政府の適当な手続に従って個人に付与される適格性であって、秘密情報を確実に取り扱うためのものをいう。

(e) 「契約者」とは、秘密情報を受領する締約国政府との間の契約であって、秘密情報の取扱いを含むものを履行する個人又は団体（下請契約者を含む。）をいう。

(f) 「知る必要」とは、公的に与えられる任務の遂行のため、秘密情報にアクセスする必要性をいう。

第二条

一方の締約国政府から他方の締約国政府に対して直接又は間接に提供される秘密情報は、各締約国政府の国内法令に従って、この協定の規定に基づき保護される。

第三条

各締約国政府の国家秘密保持当局は、次のとおりとする。

日本国政府については、外務省

フランス共和国政府については、防衛国家安全保障総局

国家秘密保持当局は、この協定の実施及び解釈に関する調整及び連絡のための部局としての役割を果たす。

第四条

一方の締約国政府は、要請を受けたときは、他方の締約国政府に対し、秘密情報の保護を確保するために実施される国内法令の写しを提供する。

国内法令
の変更

(d) L'expression «habilitation individuelle de sécurité» désigne l'habilitation à traiter de manière sécurisée des informations classifiées, accordée à des personnes physiques conformément aux procédures appropriées de chacune des Parties;

(e) L'expression «contractant» désigne une personne physique ou une entité, y compris un sous-traitant, qui exécute un contrat avec la Partie destinataire impliquant le traitement d'informations classifiées;

(f) L'expression «besoin d'en connaître» désigne la nécessité d'avoir accès à des informations classifiées pour l'exécution de tâches attribuées officiellement.

Article 2

Les informations classifiées fournies directement ou indirectement par une Partie à l'autre Partie sont protégées en vertu des dispositions du présent Accord, conformément aux lois et règlements nationaux de chacune des Parties.

Article 3

L'Autorité nationale de sécurité pour chacune des Parties est:

Pour le Gouvernement du Japon: le Ministère des Affaires étrangères;

Pour le Gouvernement de la République française: le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

L'Autorité nationale de sécurité sert de point de coordination et de liaison pour la mise en œuvre et l'interprétation du présent Accord.

Article 4

(a) Sur demande, chaque Partie fournit à l'autre Partie une copie de ses lois et règlements nationaux mis en œuvre pour garantir la protection des informations classifiées.

秘密情報の
秘密指定
及び表示

(b) 一方の締約国政府は、この協定の下での秘密情報の保護に影響を及ぼす自国の国内法令のいかなる変更についても、他方の締約国政府に対し通報する。この場合には、両締約国政府は、第十七条(b)に規定するところに従って、この協定の可能な改正につき検討するたために協議する。その間、秘密情報は、当該秘密情報を提供する締約国政府が書面により別段の同意を与えない限り、引き続きこの協定の規定に従って保護される。

第五条

(a) 日本国政府にあつては、自衛隊法に従つて防衛秘密に指定される秘密情報は、「防衛秘密（機密）」又は「防衛秘密」と表示され、他の秘密情報は、「機密」、「極秘」又は「秘」と表示される。

フランス共和国政府にあつては、秘密情報は、「TRES SECRET DEFENSE」/「SECRET DEFENSE」又は「CONFIDENTIEL DEFENSE」と表示される。

(b) 秘密情報を受領する締約国政府は、送付を受けた全ての秘密情報に当該秘密情報を提供する締約国政府名及び当該秘密情報を受領する締約国政府の秘密指定を表示する。対応する秘密指定は、次のとおりとする。

日本国	フランス共和国
機密／防衛秘密（機密）	TRES SECRET DEFENSE
極秘／防衛秘密	SECRET DEFENSE
秘	CONFIDENTIEL DEFENSE

第六条

この協定に基づく補足実施取極は、両締約国政府の権限のある当局により行はるべき。

補足実施
取極

(b) Chaque Partie informe l'autre Partie de tout changement dans ses lois et règlements nationaux susceptible d'affecter la protection des informations classifiées en vertu du présent Accord. Dans ce cas, les Parties se consultent, conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'article 17, afin d'envisager les éventuels amendements au présent Accord. Dans l'intervalle, les informations classifiées restent protégées conformément aux dispositions du présent Accord, sauf s'il en est convenu autrement par écrit par la Partie émettrice.

Article 5

(a) Pour le Gouvernement du Japon, les informations classifiées désignées comme SECRET DEFENSE selon la loi relative aux Forces d'Auto-Défense sont marquées BOUHI HIMITSU (KIMITSU) 防衛秘密 (機密) ou BOUHI HIMITSU 防衛秘密, et les autres informations classifiées sont marquées KIMITSU 機密, GOKUHI 極秘 ou HI 秘.

Pour le Gouvernement de la République française, les informations classifiées sont marquées TRES SECRET DEFENSE, SECRET DEFENSE ou CONFIDENTIEL DEFENSE.

(b) La Partie destinataire marque toutes les informations classifiées transmises du nom de la Partie émettrice et de la classification de sécurité correspondante de la Partie destinataire de la manière suivante:

Japon	France
Kimitsu 機密 /Bouei Himitsu (Kimitsu) 防衛秘密 (機密)	TRES SECRET DEFENSE
Gokuhi 極秘 /Bouei Himitsu 防衛秘密	SECRET DEFENSE
Hi 秘	CONFIDENTIEL DEFENSE

Article 6

Des arrangements de mise en œuvre complémentaires en vertu du présent Accord peuvent être conclus par des Autorités compétentes des Parties.

第七条

秘密情報を保護するための原則

- 両締約国政府は、次の事項を確保する。
- (a) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、第三国の政府、個人、企業、機関、組織又は他の団体に對し、当該秘密情報を提供しないこと。
 - (b) 秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従つて、当該秘密情報について当該秘密情報を提供する締約国政府により与えられている保護と実質的に同等の保護を与えるために適当な措置をとること。
 - (c) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、当該秘密情報が提供された目的以外の目的のために、当該秘密情報を使用しないこと。
 - (d) 秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従つて、当該秘密情報に關係する特許権、著作権又は企業秘密のような知的財産権を遵守すること。
 - (e) 秘密情報を取り扱う政府の各施設が、秘密情報取扱資格を有し、かつ、当該秘密情報にアクセスすることを許可されている個人の登録簿を保持すること。
 - (f) 各締約国政府は、秘密情報の配布及び当該秘密情報へのアクセスを管理するために、当該秘密情報の識別、所在、目録及び管理の手續を設定すること。
 - (g) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、当該秘密情報を提供する締約国政府が指定する当該秘密情報の秘密指定を格下げしないこと。

Article 7

- Les Parties veillent à ce que:
- (a) la Partie destinataire ne communique pas les informations classifiées à un gouvernement, une personne, une entreprise, une institution, une organisation ou une autre entité d'un pays tiers sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice;
 - (b) conformément à ses lois et règlements nationaux, la Partie destinataire prend les mesures appropriées pour accorder aux informations classifiées un degré de protection équivalent en substance à celui accordé par la Partie émettrice;
 - (c) la Partie destinataire n'utilise pas les informations classifiées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été transmises sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice;
 - (d) la Partie destinataire observe les droits de propriété intellectuelle tels que les brevets, les droits d'auteur ou les secrets commerciaux, applicables aux informations classifiées, conformément à ses lois et règlements nationaux;
 - (e) chaque installation gouvernementale traitant des informations classifiées tient un registre des personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité et autorisées à avoir accès à ces informations;
 - (f) les procédures d'identification, d'emplacement, d'inventaire et de contrôle des informations classifiées sont établies par chaque Partie afin de gérer l'accès aux informations classifiées et leur diffusion;
 - (g) la Partie destinataire n'abaisse pas le niveau de classification de sécurité des informations classifiées de la Partie émettrice sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice.

第八条

- (a) いかなる政府職員も、階級、地位又は秘密情報取扱資格のみにより、秘密情報へのアクセスを認められてはならない。
- (b) 秘密情報へのアクセスは、政府職員であつて、知る必要があり、かつ、当該秘密情報を受領する締約国政府の国内法令に従つて秘密情報取扱資格を付与されたものに対してのみ認められる。
- (c) 両締約国政府は、政府職員に秘密情報取扱資格を付与する決定が、国家安全保障上の利益と合致し、及び当該政府職員が秘密情報を取り扱うに当たり信用できかつ信頼し得るか否かを示す全ての入手可能な情報に基づき行われることを確保する。
- (d) 秘密情報へのアクセスを認められる政府職員に関して、(c)に規定する基準が満たされていることを確保するために、適当な手続が、両締約国政府により自国の国内法令に従つて実施される。
- (e) 一方の締約国政府の代表者が他方の締約国政府の代表者に対し秘密情報を提供する前に、当該秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府に対し次の事項についての保証を与える。
 - (i) 当該秘密情報を受領する締約国政府の代表者が、必要な水準の秘密情報取扱資格を有すること。
 - (ii) 当該秘密情報を受領する締約国政府の代表者に、知る必要があること。
 - (iii) 当該秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従つて、当該秘密情報について当該秘密情報を提供する締約国政府により与えられている保護と実質的に同等の保護を与えるために適当な措置をとること。

Article 8

- (a) Aucun agent public de l'Etat n'est autorisé à avoir accès aux informations classifiées uniquement en raison de son rang, de son titre ou d'une habilitation individuelle de sécurité.
- (b) L'accès aux informations classifiées est accordé uniquement aux agents publics de l'Etat ayant besoin d'en connaître et qui se sont vu accordée une habilitation individuelle de sécurité conformément aux lois et règlements nationaux de la Partie destinataire.
- (c) Les Parties veillent à ce que la décision d'accorder une habilitation individuelle de sécurité à un agent public de l'Etat soit fondée sur tous les intérêts de la sécurité nationale et indiquant si l'agent public est digne de confiance et fiable pour le traitement d'informations classifiées.
- (d) Les Parties mettent en œuvre les mesures appropriées pour faire en sorte que les critères mentionnés au paragraphe précédent soient réunis, conformément à leurs lois et règlements nationaux respectifs, concernant tout agent public qui pourrait se voir accorder l'accès aux informations classifiées.
- (e) Avant qu'un représentant d'une Partie ne communique des informations classifiées à un représentant de l'autre Partie, la Partie destinataire fournit à la Partie émettrice la garantie que le représentant possède le niveau nécessaire d'habilitation individuelle de sécurité, qu'il a besoin d'en connaître et que la Partie destinataire prend les mesures appropriées, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour accorder aux informations classifiées un niveau de protection équivalent en substance à celui accordé par la Partie émettrice.

訪問手続

第九条

一方の締約国政府の代表者が、他方の締約国政府の施設であつて、秘密情報へのアクセスを必要とするものを訪問するための許可は、公用の目的のために必要なものに限定される。

一方の締約国政府の国の領域内に所在する施設を訪問するための許可は、当該一方の締約国政府にかつてのみ与えられる。

訪問を受ける締約国政府は、訪問先の施設に対し、訪問案、主題、範囲及び訪問者に対し提供する（と）ことができる最も高い水準の秘密情報について助言する責任を有する。

両締約国政府の代表者による訪問のための申請は、訪問を行う締約国政府の關係する権限のある当局にかけられ、政府間の経路を通じて、訪問を受ける締約国政府の關係する権限のある当局に対し提出される。

第十条

秘密情報は、政府間の経路を通じて両締約国政府の間で送付される。送付に際し、秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報の保管、管理及び秘密保持に責任を有する。

第十一条

両締約国政府は、第八条及び第十四条の規定に従つてアクセスを許可された個人のみがアクセスする（と）が確保されるような方法により、秘密情報を保管する。

第十二条

送付される間の秘密情報の秘密保持に関する最低限の義務は、次のとおりとする。

送付される間の秘密情報の秘密保持の義務

Article 9

Les autorisations de visites d'installations d'une Partie par des représentants de l'autre Partie et nécessitant l'accès à des informations classifiées sont limitées aux visites nécessaires à des fins officielles.

L'autorisation de visiter une installation située sur le territoire du pays d'une Partie est accordée uniquement par la Partie.

La Partie visitée est chargée d'aviser l'installation concernée de la visite proposée, de son sujet, de son champ, et du niveau de classification maximum des informations classifiées pouvant être fournies aux visiteurs.

Les demandes de visite de représentants des Parties sont soumises par l'Autorité compétente concernée de la Partie effectuant la visite à l'Autorité compétente concernée de la Partie visitée, par les voies de communication de gouvernement à gouvernement.

Article 10

Les informations classifiées sont transmises entre les Parties par les voies de communication de gouvernement à gouvernement. Dès cette transmission, la Partie destinataire assume la responsabilité de la détention, du contrôle et de la sécurité des informations classifiées.

Article 11

Les Parties conservent les informations classifiées de manière à n'en garantir l'accès qu'aux personnes autorisées conformément aux articles 8 et 14.

Article 12

Les exigences minimales pour assurer la sécurité des informations classifiées au cours de la transmission sont les suivantes.

- (a) 秘密指定された文書及び媒体
- (i) 秘密情報を含む文書及び媒体は、二重の封印された封筒であつて、内側の封筒に当該文書又は当該媒体の秘密指定及び受領予定者の属する組織の住所のみを記載し、外側の封筒に当該受領予定者の属する組織の住所、発送者の属する組織の住所及び適当な場合には登録番号を記載したものにより送付される。
- (ii) 同封される文書又は媒体の秘密指定は、外側の封筒には表示してはならない。封印された封筒は、秘密情報を提供する締約国政府の定められた規則及び手続に従つて送付される。
- (iii) 受領証が、両締約国政府の間で送付される秘密指定された文書又は媒体を含む包みのために用意され、また、同封される文書又は媒体の受領証は、最終の受領者により署名され、発送者に返送される。
- (b) 秘密指定された装備
- (i) 秘密指定された装備は、その細部が識別されることを防止するために、封印され、被覆された車両により輸送され、又は確実に包装され、若しくは保護されるべきに、許可されていない個人によるアクセスを防止するために、継続的な管理の下に置かれる。
- (ii) 発送を待つ間、一時的に保管されなければならない秘密指定された装備は、当該装備の秘密指定の水準に応じた保護を与える保管区域に置かれる。許可された職員のみが、当該保管区域にアクセスするものとする。
- (iii) 送付される間に、秘密指定された装備の管理者が変わる場合には、受領証は、その都度取得される。
- (iv) 受領証は、最終の受領者により署名され、発送者に返送される。

- (a) Documents et supports classifiés
- (1) Les documents et supports contenant des informations classifiées sont transmis dans une double enveloppe scellée, l'enveloppe intérieure portant uniquement la mention de la classification des documents ou des supports et l'adresse professionnelle du destinataire et l'enveloppe extérieure, l'adresse professionnelle du destinataire, de l'expéditeur et, le cas échéant, le numéro d'enregistrement.
- (11) Aucune indication sur la classification des documents ou des supports envoyés ne doit être visible sur l'enveloppe extérieure. L'enveloppe scellée est ensuite transmise selon les réglementations et procédures prévues par la Partie émettrice.
- (111) Des récépissés sont préparés pour les paquets contenant des documents ou supports classifiés transmis entre les Parties; un récépissé pour les documents et supports envoyés est signé par le destinataire final et renvoyé à l'expéditeur.
- (b) Equipement classifié
- (1) L'équipement classifié est transporté dans des véhicules scellés et couverts ou il est soigneusement emballé ou protégé afin d'empêcher l'identification de ses détails; il est gardé sous contrôle permanent pour empêcher toute personne non autorisée d'y avoir accès.
- (11) L'équipement classifié qui doit être conservé temporairement en attendant d'être expédié est placé dans un entrepôt offrant une protection adaptée au niveau de classification de l'équipement. Seul le personnel autorisé peut avoir accès à l'entrepôt.
- (111) Les récépissés sont exigés à chaque fois qu'un équipement classifié change de main en cours de route.
- (1v) Les récépissés sont signés par le destinataire final et renvoyés à l'expéditeur.

(c) 電子的送付

電子的手段により送付される秘密情報は、送付される間、当該秘密情報の水準に照らし適当な暗号を使用することにより保護される。秘密情報の処理、保管又は送付を行う情報制度は、当該制度を採用する締約国政府の適当な当局により、秘密保持についての認定を受ける。

第十三条

(a) 両締約国政府は、焼却、破壊、バルブ化又は秘密情報の全て若しくは一部の復元を防止する他の方法により、秘密指定された文書及び媒体を破壊する。

(b) 両締約国政府は、秘密情報の全部又は一部の復元を防止するために、秘密指定された装備を見分けがつかないまでに破壊し、又は当該装備を変更する。

(c) 両締約国政府が秘密指定された文書又は媒体を複製するときは、これらに付されている全ての原本の秘密表示についても、複製し、又は各複製物に表示する。両締約国政府は、このような複製された秘密指定された文書又は媒体を、秘密指定された文書又は媒体の原本と同じ管理の下に置く。両締約国政府は、複製物の数を公用の目的のために必要とされる数に限定する。

(d) 両締約国政府は、秘密情報の全ての翻訳が、第八条及び次条の規定に従って秘密情報取扱資格を有する個人により行われることを確保する。両締約国政府は、複製物の数を最小限にとどめるとともに、その配布を管理する。当該翻訳には、適当な秘密指定表示を付すものとし、かつ、文書又は媒体が当該文書又は媒体を提供する締約国政府の秘密情報を含むことを示す適当な注釈を翻訳された後の言語により付すものとする。

(c) Transmissions par voie électronique

Les informations classifiées transmises par voie électronique sont protégées durant la transmission en utilisant un cryptage adapté au niveau de classification de l'information. Les systèmes d'information qui traitent, conservent ou transmettent des informations classifiées doivent bénéficier d'une homologation de sécurité de l'autorité appropriée de la Partie employant le système.

Article 13

(a) Les Parties détruisent les documents et supports classifiés par brûlage, broyage, réduction en pulpe ou par tout autre moyen empêchant la reconstruction de tout ou partie des informations classifiées.

(b) Les Parties détruisent l'équipement classifié et le rendent méconnaissable ou le modifient de manière à empêcher la reconstruction de tout ou partie des informations classifiées.

(c) Si les Parties reproduisent des documents ou supports classifiés, elles doivent également reproduire tous les marquages de sécurité originaux qui y figureraient ou marquer chacune des copies. Les Parties placent les documents ou supports classifiés reproduits sous le même contrôle que les documents ou supports classifiés originaux. Les Parties limitent le nombre de copies à celui nécessaire à des fins officielles.

(d) Les Parties veillent à ce que toutes les traductions des informations classifiées soient réalisées par des personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité conformément aux articles 8 et 14. Les Parties limitent le nombre de copies au minimum nécessaire et contrôlent leur diffusion. Ces traductions portent les marquages de classification de sécurité appropriés et une note appropriée dans la langue dans laquelle elles sont traduites indiquant que ces documents ou supports contiennent des informations classifiées de la Partie émettrice.

第十四条

秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府から受領する当該秘密情報を契約者に対し提供する前に、自国の国内法令に従って、次の事項を確保するために適当な措置をとむ。

- (a) いかなる個人も、階級、地位又は秘密情報取扱資格のみにより、秘密情報へのアクセスを認められないこと。
- (b) 契約者及び契約者の施設が、秘密情報を保護する能力を有すること。
- (c) 知る必要がある全ての個人が、秘密情報取扱資格を有すること。
- (d) 秘密情報取扱資格が、第八条に規定する方法と同様の方法により決定されること。
- (e) 秘密情報へのアクセスを認められる個人に関して、第八条(c)に規定する基準が満たされていることを保証するために、適当な手続が、実施されること。
- (f) 秘密情報へのアクセスを有する全ての個人が、当該秘密情報を保護するための責任について通知されること。
- (g) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の当該秘密情報がこの協定において求められているとおりに保護されることを確保するために、当該秘密情報が保管され、又は当該秘密情報へのアクセスが行われている契約者の各施設において、最初の及び定期的な保安検査を実施すること。
- (h) 秘密情報へのアクセスが、知る必要がある個人に限定されること。
- (i) 秘密情報取扱資格を有し、かつ、当該秘密情報にアクセスすることを許可されている個人の登録簿が、各施設において保持されること。

Article 14

Avant la remise à un contractant de toute information classifiée reçue de l'autre Partie, la Partie destinataire prend les mesures appropriées, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour faire en sorte que:

- (a) nulle personne n'ait le droit d'accéder aux informations classifiées uniquement en raison de son rang, de son titre ou d'une habilitation individuelle de sécurité;
- (b) le contractant et ses installations soient en capacité de protéger les informations classifiées;
- (c) toutes les personnes qui ont le besoin d'en connaître disposent d'une habilitation individuelle de sécurité;
- (d) la délivrance d'une habilitation individuelle de sécurité soit décidée de la même manière que celle prévue à l'article 8;
- (e) les procédures appropriées soient mises en œuvre afin de garantir le respect des critères mentionnés au paragraphe (c) de l'article 8 concernant toute personne s'étant vu accorder l'accès à des informations classifiées;
- (f) toutes les personnes ayant accès aux informations classifiées soient informées de leur responsabilité de protéger les informations;
- (g) des inspections de sécurité initiales et régulières soient menées par la Partie destinataire auprès de chaque installation du contractant ou les informations classifiées de la Partie émettrice sont conservées ou consultées pour veiller à ce qu'elles soient protégées conformément au présent Accord;
- (h) l'accès aux informations classifiées soit limité aux personnes ayant besoin d'en connaître;
- (i) soit tenu dans chaque structure, un registre de toutes les personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité et qui sont autorisées à avoir accès à ces informations;

- (j) 秘密情報の管理及び保護の責任及び権限を有する適格な個人が、指名されること。
- (k) 秘密情報が、第十一条に規定する方法と同様の方法により保管されること。
- (l) 秘密情報が、第十条及び第十二条に規定する方法と同様の方法により送付されること。
- (m) 秘密指定された文書及び秘密指定された装備が、前条に規定する方法により破壊されること。
- (n) 秘密指定された文書が、前条に規定する方法により複製され、及び管理の下に置かれること。
- (o) 秘密情報の翻訳が、前条に規定する方法と同様の方法により行われ、かつ、複製物が、当該方法により取り扱われること。

第十五条

秘密情報を提供する締約国政府は、当該秘密情報のあらゆる紛失又は漏せつ及び紛失又は漏せつのあらゆる可能性について直ちに通知され、当該秘密情報を受領する締約国政府は、状況を特定するために調査を開始する。当該秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府に対し、当該調査の結果及び再発を防止するためにとられる措置に関する情報を送付する。

第十六条

この協定及び補足実施取極の解釈又は適用に関するいかなる事項も、両締約国政府間の協議によつてのみ解決されるものとする。

第十七条

- (a) この協定は、署名の日に効力を生ずる。
- (b) この協定の改正は、両締約国政府の書面による同意により行われる。

効力発生、
改正、有
効期間及
び終了

協 議

紛失又は
漏せつ

- (j) des personnes qualifiées soient nommées, qu'elles assument la responsabilité et détiennent le pouvoir de contrôle et de protection des informations classifiées;
- (k) les informations classifiées soient conservées de la même manière que celle prévue à l'article 11;
- (l) les informations classifiées soient transmises de la même manière que celle prévue aux articles 10 et 12;
- (m) les documents et équipements classifiés soient détruits de la même manière que celle prévue à l'article 13;
- (n) les documents classifiés soient reproduits et placés sous contrôle de la même manière que celle prévue à l'article 13;
- (o) la traduction des informations classifiées soit réalisée et que les copies soient traitées de la même manière que celle prévue à l'article 13.

Article 15

La Partie émettrice est immédiatement informée de toute disparition ou de toute compromission présumées ou établies de ses informations classifiées et la Partie destinataire ouvre une enquête afin d'en déterminer les circonstances. La Partie destinataire transmet à la Partie émettrice les conclusions de l'enquête et les informations relatives aux mesures prises pour empêcher que ces disparitions ou compromissions ne se reproduisent.

Article 16

Toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord et des arrangements de mise en œuvre complémentaires est réglée uniquement par consultation entre les Parties.

Article 17

- (a) Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.
- (b) Les amendements au présent Accord sont conclus par accord mutuel écrit des Parties.

(c) この協定は、一年間効力を有し、一方の締約国政府が他方の締約国政府に対しこの協定を終了させる意思を九十日前に外交上の経路を通じて書面により通告しない限り、その効力は、毎年自動的に延長される。

(d) この協定の終了の後においても、この協定に従って提供された全ての秘密情報は、引き続きこの協定の規定に従って保護される。

二千十一年十月二十四日に東京で、ひとしく正文である日本語及びフランス語により本書一通を作成した。

日本国政府のために

玄葉光一郎

フランス共和国政府のために

フランソワーズ・ザヴィエ・レジエ

(c) Le présent Accord reste en vigueur pendant une période d'un an et il est renouvelé chaque année automatiquement sauf si l'une des Parties informe l'autre Partie par écrit, par la voie diplomatique, avec un préavis de quatre-vingt-dix jours, de son intention de le dénoncer.

(d) Nonobstant l'extinction du présent Accord, toutes les informations classifiées fournies en vertu du présent Accord continuent d'être protégées conformément aux dispositions de celui-ci.

Fait à Tokyo, le 24 octobre 2011 en deux exemplaires, en langues japonaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Japon:

(Signé) Koichiro Gamba

Pour le Gouvernement
de la République française:

(Signé) François-Xavier Léger

(参考)

この協定は、フランスとの間で、相互に提供される情報について、国内法令の範囲内で、適切に保護するための基本原則や仕組みについて定めるものである。